

Other Kingdoms — texte de la présentation (français)

1 • Demi-vies des cohortes. Permettez-moi de commencer par une image qui illustre ce que signifie une fécondité inférieure au seuil de remplacement. Je porte ici en ordonnée le nombre de générations nécessaires pour qu'une cohorte de naissances tombe à la moitié de sa taille si l'indice de fécondité actuel se maintenait indéfiniment. Dans le cas de la Corée, où une femme a aujourd'hui 0,721 enfant, ce seuil est franchi en moins d'une génération. La plupart des pays développés, sinon tous, ont des taux de fécondité inférieurs au seuil de remplacement, soit 2,1. Beaucoup le sont de façon spectaculaire : l'Italie, le Japon et la Chine réduisent de moitié la taille de leur cohorte à chaque génération ; même la France — le taux de fécondité le plus élevé parmi les grands pays d'Europe — atteint cette moitié en trois générations environ.

Pourquoi cela se produit-il ?

2 • Comment l'économie explique la fécondité. Les économistes ont longtemps expliqué la fécondité par les conditions économiques. Deux cadres dominent. Le premier est l'arbitrage quantité–qualité de Becker et Lewis : à mesure que le revenu augmente, les parents investissent davantage dans chaque enfant et, face à ce prix plus élevé de la « qualité », en choisissent un moins grand nombre — revenu en hausse, investissement par enfant en hausse, quantité en baisse. Le second est la nouvelle économie de la famille de Doepke et Tertilt : dans les pays riches, l'ancien lien négatif entre revenu et fécondité s'est aplati, voire inversé, et ce qui compte désormais, c'est la possibilité pour une femme de concilier enfants et carrière. Des mécanismes différents — mais un fil conducteur commun. Tous deux expliquent la fécondité par les conditions économiques : salaires, coûts, normes, incertitude, santé, technologie. Non par des changements de *préférences*. C'est cette omission qui est mon point de départ.

3 • La fécondité, façonnée par les contraintes économiques et par les préférences. Il faut prendre au sérieux l'explication économique. Les contraintes comptent manifestement : le coût du logement et de la garde d'enfants, le risque de revenu et la précarité de l'emploi, le coût d'opportunité du temps, la politique familiale et le congé parental façonnent la faisabilité et le coût de la parentalité. Mais voici la difficulté pour une explication purement économique : la fécondité baisse en de nombreux endroits à la fois — dans les États-providence nordiques, avec leur garde d'enfants gratuite et leur sécurité de l'emploi, et tout aussi vite dans des pays qui n'ont rien de tout cela. Si les contraintes diffèrent à ce point mais que le résultat est le même, les contraintes ne peuvent pas être toute l'explication. Voyons cela comme une identité : la fécondité réalisée est égale à la taille de famille désirée, filtrée par les contraintes économiques. L'économie a beaucoup travaillé sur le filtre. Je veux, moi, interroger le terme du *désir*.

4 • Une hypothèse distincte. Dans cet exposé, je veux défendre l'idée que les préférences, elles aussi, changent au fil du temps. Nous ne devrions donc pas chercher à expliquer les changements de société par les seuls changements de conditions économiques. Une génération peut donner la priorité à sa famille. La suivante peut lui préférer une maison,

une carrière, un statut. Je pense que nos préférences sont façonnées par la foi que nous recevons, et par la conviction que Dieu pourvoit à ce dont nous avons véritablement besoin. En ce sens, la foi a des conséquences sociales mesurables. En tant que scientifique, je ne demande pas aux autres de croire que la foi a des conséquences sociales mesurables. Je le propose plutôt, selon la méthode scientifique, comme une hypothèse que j'invite d'autres chercheurs à mettre à l'épreuve.

5 • Comment la prière nous transforme. Pourquoi la prière façonnerait-elle les préférences ? Si vous ne priez pas, cela est difficile à admettre. Pour exposer l'argument théorique, j'emprunterai une autorité. Mère Teresa : « Le fruit du silence est la prière, le fruit de la prière est la foi, le fruit de la foi est l'amour, le fruit de l'amour est le service, et le fruit du service est la paix. » Traduite en sciences sociales, cette seule phrase nomme deux canaux — la prière modifie les *préférences pour le service*, et les *croyances au sujet de l'incertitude*.

6 • Comment la prière pourrait influencer sur la fécondité. Examinons donc les deux canaux. D'abord, les préférences : Mère Teresa enseigne que la prière nous détourne des projets centrés sur soi pour nous tourner vers le service et le soin d'autrui. Or, élever des enfants est une forme de ce service ; la prière accroît donc l'utilité qui lui est attachée. Ensuite, les croyances : par la foi, la prière abaisse la probabilité subjective que nous attribuons à la catastrophe — la confiance en la providence, c'est-à-dire la confiance que Dieu pourvoira. Comme je l'écris dans mon essai, seul un athée pouvait écrire « La Bombe P » (*The Population Bomb*), avec toutes les interventions antinatalistes qu'elle impliquait ; une personne de foi aurait fait confiance et œuvré à ce qu'il y ait assez de nourriture pour tous les êtres humains que Dieu permet de naître en ce monde.

7 • L'Europe fournit un cas d'étude. Comment vérifier que la foi religieuse façonne les taux de fécondité ? L'Europe est commode, car l'Enquête sociale européenne (*European Social Survey*) interroge sur la prière tous les deux ans depuis 2002. Mon unité de panel est un pays lors d'une vague d'enquête, de 2002 à 2024. Ma mesure de la religiosité est la part des femmes en âge de procréer — de 15 à 45 ans — qui déclarent ne jamais prier. La variable expliquée est l'indice synthétique de fécondité de la Banque mondiale, et je contrôle le logarithme du PIB par habitant. Le dispositif est un modèle à doubles effets fixes, par pays et par année. Et j'apporterai trois types de preuves : une association individuelle, des trajectoires nationales appariées, et la régression de panel.

8 • La prière quotidienne et un plus grand nombre d'enfants. Commençons par les individus. Dans la dernière vague, celle de 2023-2024, pour les 35 à 50 ans, les femmes qui prient chaque jour ont environ 0,2 enfant de plus que celles qui ne prient jamais ; en regroupant hommes et femmes, l'écart est de 0,3. La barre « prière quotidienne » dépasse la barre « ne prie jamais » dans presque tous les pays. Une réserve : l'enquête recense les enfants vivant dans le ménage, et non la descendance finale — c'est donc suggestif, non concluant.

9 • Montée de l'absence de prière, baisse de la fécondité — de concert. Passons maintenant aux trajectoires, région par région. Pour fixer l'échelle : en 2002, seuls trois pays comptaient une *minorité* de jeunes femmes priant — le Danemark, la République

tchèque, et de justesse la France ; vingt ans plus tard, une majorité priante ne subsiste presque nulle part. [Animation] Dans les pays catholiques d'Europe occidentale, l'absence de prière progresse largement et la fécondité recule après le début des années 2010 — le mouvement conjoint le plus net. [Animation] Dans les pays nordiques et germaniques, la sécularisation est commune à tous, mais les trajectoires de fécondité ne sont pas identiques — le calendrier diffère. [Animation] Et les pays catholiques d'Europe orientale font figure de contre-exemple : la fécondité s'est redressée alors même que l'absence de prière augmentait, parce que le rattrapage des revenus post-communiste l'a emporté. C'est précisément pourquoi la régression contrôle le PIB et l'histoire nationale — le mouvement conjoint brut n'est pas uniforme.

10 • La régression. La régression met des chiffres sur tout cela : l'indice de fécondité en fonction de la part de personnes ne priant jamais et du logarithme du PIB, avec effets fixes de pays et d'année — je n'utilise donc que les variations au sein d'un même pays dans le temps, nettes des chocs communs. Le coefficient sur « ne prie jamais » est de moins 0,0072, significatif au seuil de un pour mille : à mesure que l'absence de prière augmente dans un pays, sa fécondité diminue. Le revenu entre positivement, à 0,40. Le modèle explique environ un cinquième de la variation intra-pays. Et la comparaison que je soulignerais : une hausse de 2 % du PIB par habitant produit la même variation ajustée de la fécondité qu'une baisse de 1,1 point de pourcentage de la part de personnes ne priant jamais. À l'aune de ces chiffres, la foi compte autant que le revenu. C'est une comparaison de coefficients, non une équivalence causale — mais ce n'est pas négligeable.

11 • Prière et fréquentation des offices : des étapes, non des rivales. L'objection naturelle : ne s'agit-il pas de la fréquentation de l'église, ou d'une tradition héritée, plutôt que de la prière ? Deux remarques. Les données de panel allemandes — Bein et ses coauteurs — montrent que la fréquentation des offices relève bien le *niveau* de fécondité désirée : la religion institutionnelle compte donc aussi. Mais je me garderais d'opposer les deux dans une course. Je pense qu'il s'agit d'étapes d'un même processus : on cesse d'abord de fréquenter les offices, puis de prier, et la fécondité chute en dernier. Dans mon propre panel, le coefficient de la fréquentation n'est pas significatif — mais, avec si peu d'observations, c'est presque certainement un manque de puissance statistique, et non la preuve que la fréquentation serait inerte.

Personnellement, je ne pense pas qu'une appartenance culturelle sans croyance véritable — une religion de façade, pour ainsi dire — puisse avoir un effet nataliste. Car je crois que la transformation vers le service est essentielle. Donner la vie, nourrir et prendre soin d'un enfant exige un soin immense. Seul l'amour en est capable. Et l'amour vient de la foi.

12 • Des indices suggestifs, non un verdict causal. Permettez-moi de reconnaître brièvement que mon analyse statistique ne constitue pas une preuve définitive. La critique évidente est la causalité inverse — les enfants peuvent tout autant susciter la prière que la prière suscite les enfants.

Il y a aussi des facteurs de confusion culturels variables dans le temps ; la migration et la composition de l'échantillon ; les décalages entre la croyance, l'intention et la naissance ; le

problème de mesure selon lequel les enfants vivant dans le ménage ne représentent pas la descendance finale ; et le fait que l'Europe n'est pas le monde.

Je le reconnais. Pourtant, étant donné la force de ces indices, j'ajouterais qu'une analyse plus complète devrait être menée. Le prochain test naturel est de savoir si la prière prédit la fécondité désirée, et ce qui explique l'écart entre la fécondité désirée et la fécondité réalisée.

13 · Là où la politique publique peut — et ne peut pas — agir. Qu'est-ce que cela implique pour la politique publique ? Écrivons la fécondité réalisée comme croissante avec l'écart entre l'utilité d'avoir des enfants et celle de ne pas en avoir. La politique peut agir sur plusieurs de ses termes — elle peut relever le revenu par des crédits d'impôt, subventionner la garde d'enfants et l'école, soutenir les soins maternels et médicaux, protéger le temps passé avec les enfants — et, de l'autre côté, cesser de tant taxer les familles. Mais il est un terme qu'aucun instrument ne peut modifier : la religiosité. La France est la borne supérieure de ce que la politique peut accomplir : sa fécondité relativement élevée pour l'Europe est habituellement attribuée au système socio-fiscal et de garde d'enfants le plus complet du continent — et pourtant, même la France est tombée bien en dessous du seuil de remplacement, à 1,61 en 2024. La politique d'accessibilité la mieux conçue se heurte encore à un désir qu'elle ne détermine pas.

14 · La France : le quotient familial. Parce que la France en fait tant, et l'a longtemps cru avec succès, il vaut la peine de décrire son système fiscal, très complet. L'unité d'imposition est le foyer, et non l'individu — un couple est imposé conjointement sur son revenu *par part*. On additionne le revenu du foyer, on le divise par le nombre de parts — deux pour le couple, une demi-part pour chacun des deux premiers enfants, une part entière à partir du troisième — on applique le barème progressif, puis on multiplie de nouveau. Comme le barème est progressif, répartir le revenu sur davantage de parts abaisse le taux moyen : les familles nombreuses paient donc moins. L'avantage lié aux enfants est plafonné — environ 1 800 euros par demi-part, plafond instauré en 1981 — mais le partage entre conjoints, lui, n'est pas plafonné.

15 · La France : pourquoi ce système est nataliste. Pourquoi est-il nataliste ? Il y a deux canaux. D'abord, l'imposition conjointe abaisse le rendement après impôt du travail du second apporteur de revenu, ce qui réduit le coût d'opportunité d'élever un enfant. Ensuite, elle accroît le revenu disponible du foyer — les deux poussent vers un plus grand nombre d'enfants. Mais cet allègement n'opère que si les parents peuvent travailler ; la France l'associe donc à une offre étendue de garde d'enfants — crèches, assistantes maternelles agréées, école maternelle gratuite dès trois ans — qui rend compatibles travail et parentalité. Fiscalité et garde d'enfants sont complémentaires, non substituables.

16 · À retenir. Trois points. Premièrement, le déclin de la fécondité pourrait tenir à des changements de préférences et de croyances, et non aux seuls coûts croissants — une possibilité que l'économie a largement laissée de côté. Deuxièmement, la prière offre un mécanisme *précis et réfutable* de ce changement culturel : un canal de préférences vers le service, un canal de croyances vers la confiance face à l'incertitude. Troisièmement, les données européennes sont quantitativement non négligeables, mais pas encore causales —

de meilleures mesures de la fécondité désirée et une identification plus solide sont les prochaines étapes. Permettez-moi de terminer, alors, sur une note pessimiste : la politique publique peut rendre la parentalité plus facile ; elle ne peut peut-être pas, à elle seule, la rendre désirée. Merci.

Enfin, si cette présentation vous a plu, je vous invite à vous abonner à mon blog sur Substack, *The Hold-Up Problem*, où j'écris régulièrement pour éclairer les questions de politique publique du point de vue de la théorie économique.